

ÉDUCATION ■ Cinq fédérations enseignantes mobilisées dans l'académie de Limoges ce jeudi 1^{er} février...

La grève s'annonce suivie dans les écoles

En pleine tourmente sociale, les enseignants feront entendre leur voix jeudi. Ils veulent défendre une "école laïque et républicaine" et s'insurgent par ailleurs contre les suppressions de moyens prévues à la rentrée 2024.

Florence Clavaud-Parant

Une carte scolaire 2024-2025 difficile, des réformes multiples et contestées, une ministre fragilisée, des revalorisations salariales qui tardent, une crise de recrutement sans précédent et un moral au plus bas... Tout semble concorder pour que la grève de ce 1^{er} février dans l'éducation soit particulièrement suivie.

Des fermetures de classes redoutées

Dans l'académie de Limoges, cinq fédérations enseignantes appellent à la mobilisation, de la maternelle au lycée. Outre un mot d'ordre de grève, un rassemblement est prévu devant le rectorat de Limoges à 14 heures.

Dans le premier degré, alors que trente-quatre postes de professeurs des écoles seront retirés à



UNITAIRE. Une manifestation est prévue à Limoges à partir de 14 heures. PHOTO D'ARCHIVES : S. LEFÈVRE

l'académie en septembre 2024, dont dix-huit en Haute-Vienne où plus d'une trentaine de classes sont menacées de fermetures, de nombreux établissements devraient garder porte close ce jeudi.

La dureté des mesures de carte scolaire semble en effet avoir exacerbé les rancœurs. Selon le SNUIPP-FSU et le SE-Unsa, la grève pourrait être

particulièrement suivie dans le primaire, où les professeurs des écoles, contrairement à leurs collègues du second degré, sont tenus de déclarer leur intention de grève quarante-huit heures à l'avance.

À Limoges, les enseignants du 1^{er} degré pourraient bien être rejoints dans leur manifestation par des parents d'élèves, à l'heure où les rassemble-

ments se multiplient dans les communes concernées par des mesures de fermeture. Le nord de la Haute-Vienne est particulièrement touché, avec des suppressions de classes programmées, entre autres, à Saint-Sulpice-les-Feuilles, Arnac-la-Poste, Compreignac, au RPI de Saint-Sornin-Leulac/Saint-Amand-Magnazeix, au RPI Val d'Issoire,

mais aussi, plus au sud, à Saint-Laurent-sur-Gorre notamment. Par ailleurs, les syndicats haut-viennois déplorent près de 700 heures de classes non remplacées depuis la rentrée de septembre, faute de moyens suffisants.

Des réformes contestées

Dans le second degré, où la carte scolaire prévoit également des retraits de moyens à la rentrée prochaine, les réformes successives et les multiples annonces irritent particulièrement les enseignants. Les perturbations pourraient donc être nombreuses ce jeudi dans les établissements, en particulier dans les collèges où la mise en place des groupes de niveau en 6^e et 5^e s'annonce complexe.

Autre motif de mécontentement : la réforme du Brevet. Ce dernier devient obligatoire dès l'an prochain pour le passage en seconde et implique la création de classes "prépas lycées" : ces dernières sont censées éviter un redoublement aux élèves recalés, mais tout en leur imposant de faire une année de plus, « le tout a priori

sans moyens supplémentaires », regrettent les syndicats.

« La mise en place des mesures contenues dans le choc des savoirs n'est pas en mesure de résorber les inégalités », déplorent dans un communiqué commun les fédérations FSU, SE-Unsa, Sud-éducation, Sgen-CFDT et CGT-Educ'Action, qui demandent par ailleurs au ministère de reconsidérer la réforme de la voie pro qui à leurs yeux manque d'ambition.

Une journée test

En pleine tourmente sociale et alors que la ministre Amélie Oudéa-Castéra n'a toujours pas trouvé grâce aux yeux des enseignants, cette grève unitaire, qui comprend aussi des revendications catégorielles notamment sur les salaires, sera incontestablement une journée test à l'échelle nationale. Elle le sera aussi au niveau local, alors qu'en Limousin, les discussions relatives à la carte scolaire ne s'achèveront que mi-février. ■

(*) La grève touche l'ensemble des personnels. À Limoges, au moins vingt écoles n'assureront ni garderie, ni restauration ni périscolaire.